

RÈGLES DE LA COUR D'APPEL DU  
QUÉBEC EN MATIÈRE CRIMINELLE  
TR/2006-142

(ABROGÉ, TR/2018-96, art. 83)

RULES OF THE COURT OF APPEAL OF  
QUEBEC IN CRIMINAL MATTERS  
SI / 2006-142

(REPEALED, SI/2018-96, s.83)

PARTIE 1 - DÉFINITIONS

1. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles :

« **Avocat** » Une ou un avocat membre en règle du Barreau du Québec.

« **Cour** » Selon le contexte, la Cour d'appel ou la Cour siégeant en formation de trois juges, à moins que le juge en chef n'augmente ce nombre.

« **Conférence de facilitation pénale** » Conférence présidée par un juge réunissant les avocats des parties afin de tenter de trouver une solution partielle ou définitive de l'appel.

« **Conférence de gestion pénale** » Conférence présidée par un juge afin de permettre aux parties de préciser les questions véritablement en litige et d'identifier les moyens propres à simplifier la procédure et à abrégé l'audition.

« **Greffe** » Un secrétariat tenu aux sièges de la Cour d'appel à Montréal, Édifice Ernest-Cormier, 100, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 4B6 et à Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, Québec G1K 8K6.

« **Greffier** » Une ou un fonctionnaire du ministère de la Justice nommé auprès de la Cour d'appel conformément à la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., c. T-16).

« **Juge** » Une ou un juge de la Cour d'appel.

« **Mémoire** » Un document constitué d'un

PART 1 - DEFINITIONS

1. The following definitions apply in these Rules :

"**Counsel**" An attorney who is a member in good standing of the *Barreau du Québec*.

"**Court**" Depending on the context, the Court of Appeal, or the Court sitting in a panel of three judges, unless the Chief Justice increases that number.

"**Facilitation conference in criminal matters**" A conference at which a judge presides that brings together the counsel for the parties with the goal of finding a partial or definitive resolution of the appeal.

"**Management conference in criminal matters**" A conference at which a Judge presides in order to allow the parties to better define the issues genuinely in dispute, and to identify appropriate means to simplify the proceedings and reduce the duration of the hearing.

"**Office of the Court**" A registry located at the seats of the Court of Appeal in Montreal at Édifice Ernest-Cormier, 100 Notre-Dame Street East, Montreal, Quebec, H2Y 4B6 and in Quebec at 300 Boulevard Jean-Lesage, Quebec Quebec, G1K 8K6.

"**Clerk**" A public servant in the employ of the *ministère de la Justice*, appointed to serve at the Court of Appeal pursuant to the *Courts of Justice Act*, R.S.Q., c. T-16.

"**Judge**" A judge of the Court of Appeal.

"**Factum**" A document containing an

exposé et de trois annexes.

« **Requête** » Un acte de procédure destiné à la Cour, à un juge ou au greffier, selon le cas.

« **Sources** » Les textes législatifs, réglementaires, jurisprudentiels et doctrinaux ainsi que tout extrait de ceux-ci.

« **Voie accélérée** » La voie suivie dans le cas d'un appel ayant fait l'objet d'une gestion d'instance par un juge qui a permis un exposé d'un nombre de pages déterminé et soumis dans des délais raccourcis.

« **Voie ordinaire** » La voie suivie dans le cas d'un appel avec mémoires, selon les délais prévus aux présentes règles, sans gestion de l'instance.

## **PARTIE 2 - ADMINISTRATION DE LA COUR**

2. **Heures d'ouverture.** Le greffe de la Cour est ouvert les jours juridiques du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 16 h 30.

3. **Tenue d'un registre.** Le greffier tient à jour un registre dans lequel il consigne, pour chaque cause, les indications suivantes :

- a) le nom, l'adresse civique et, le cas échéant, l'adresse électronique des parties, ceux du bureau d'avocats qui les représente de même que le nom de l'avocat en charge du dossier;
- b) la date du dépôt de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel et du jugement qui en décide;
- c) la date de l'ordonnance de mise en liberté provisoire, le cas échéant;
- d) la date de la comparution de la partie intimée;

argument and three schedules.

"**Motion**" A proceeding before the Court, a Judge or the Clerk, as the case may be.

"**Authorities**" Statutory or regulatory texts, case law, doctrine, or any excerpt therefrom.

"**Fast track**" The procedure followed in an appeal under case management where a judge has authorized a fixed number of pages for argument to be submitted within a reduced time limit.

"**Standard track**" The procedure followed when an appeal proceeds with factums, within the time limits provided for in these Rules, and without case management.

## **PART 2 - ADMINISTRATION OF THE COURT**

2. **Office hours.** The Office of the Court is open on juridical days from Monday to Friday between 8:30 a.m. and 4:30 p.m.

3. **Keeping of a register.** The Clerk shall keep an up-to-date court register wherein the following information shall be entered for each case :

- a) The name, civic address and, if available, the electronic address of each of the parties and the law offices of their counsel, as well as the name of the counsel responsible for the file;
- b) The date of filing of the notice of appeal or the motion for leave to appeal, and the judgment thereon;
- c) The date of the order for interim release, if applicable;
- d) The date of appearance of the respondent;

- e) la date de la production du mémoire de chaque partie ou des documents en tenant lieu;
- f) la date de la production du certificat de mise en état ou celle de la mise en état par le greffier;
- g) la date de tout autre acte de procédure et, le cas échéant, celle de la décision intervenue;
- h) les renseignements relatifs à l'ajournement d'une requête;
- i) la date de la mise en délibéré et celle de l'arrêt.

- e) For each party, the date of filing of the factum or the documents standing in lieu thereof;
- f) The date of filing of the certificate of readiness or of the declaration of readiness by the Clerk;
- g) The date of any other proceeding and, if applicable, of the judgment thereon;
- h) Information regarding the adjournment of a motion;
- i) The date on which the case is taken under advisement and that on which judgment is rendered.

4. **Changement d'adresse.** Les parties et leurs avocats doivent aviser le greffier sans délai de tout changement d'adresse.

4. **Change of address.** The parties and their counsel shall promptly advise the Clerk of any change of address.

5. **Consultation d'un dossier.** Un dossier ne peut être consulté qu'en présence du greffier. Si le dossier ne peut pas être consulté sur place, le greffier peut en permettre le retrait. Il exige alors une reconnaissance écrite qui est déposée au dossier.

5. **Consultation of record.** A record may be consulted only in the presence of the Clerk. If the record cannot be consulted on the premises, the Clerk may permit its removal. In such case, the Clerk shall require a written acknowledgment, which shall be filed in the record.

6. **Retrait de document.** Une partie, ou son avocat, peut, avec l'autorisation du greffier et contre récépissé, retirer un document qu'elle a déposé au dossier.

6. **Removal of document.** Upon furnishing a receipt, and with the authorization of the Clerk, a party or a party's counsel may remove a document that the party has filed in the record.

7. **Photocopie.** Le greffier remet des photocopies aux frais de la partie qui en fait la demande.

7. **Photocopies.** The Clerk shall furnish photocopies at the expense of the party who requests them.

8. **Dépôt d'un arrêt.** Lorsqu'un arrêt est déposé, le greffier de la Cour en transmet une copie à toutes les parties ou à leurs avocats ainsi qu'au juge de première instance.

8. **Filing of judgment.** When a judgment is filed, the Clerk shall send a copy to all the parties or their counsel and to the trial judge.

### **PARTIE 3 - RÈGLES GÉNÉRALES**

### **PART 3 - GENERAL RULES**

9. **Format et qualité du papier.** Le format

9. **Format and quality of paper.** The size of

du papier est de 21,5 cm sur 28 cm. Il s'agit d'un papier blanc de bonne qualité. Le format du papier peut être de 21,5 cm sur 35,5 cm pour les documents accompagnant la requête ou, dans le cas d'un appel procédant par la voie accélérée, l'exposé.

**10. Intitulé des actes de procédure.** (1) Dans tout acte de procédure, l'intitulé comprend, dans l'ordre, les noms de la partie appelante, de la partie intimée et, le cas échéant, des autres parties.

(2) Sous le nom de chaque partie est indiquée sa position en instance d'appel, en lettres majuscules, et en première instance, en lettres minuscules.

(3) L'intitulé demeure identique dans tous les actes de procédure en cours d'instance d'appel.

(4) S'agissant d'un appel en matière de recours extraordinaires, l'instance qui a rendu la décision attaquée en révision judiciaire est désignée comme mise en cause.

**11. Titre des actes de procédure.** Le titre de l'acte de procédure, apparaissant à l'endos et en première page, indique la position en instance d'appel de la partie qui le présente, suivie de la référence précise aux textes législatifs ou réglementaires sur lesquels il s'appuie.

**12. Signature.** Tout acte de procédure doit être signé par la partie ou son avocat.

**13. Amendement.** En cas d'amendement à un acte de procédure, les additions ou substitutions doivent être soulignées ou signalées dans la marge au moyen d'un trait vertical, et les suppressions doivent être indiquées au moyen de pointillés entre parenthèses.

**14. Désistement.** (1) La partie appelante qui veut se désister de son appel produit un

the paper shall be 21.5 cm by 28 cm. White paper of good quality shall be used. Documents accompanying a motion or submitted with an argument in the case of an appeal proceeding on the basis of the fast track procedure may be 21.5 cm by 35.5 cm.

**10. Style of cause.** (1) The style of cause in any proceeding shall include, in the following order, the name of the appellant, the name of the respondent and, if applicable, the names of the other parties.

(2) Under each party's name, the status of the party in the appeal shall be indicated in upper-case letters, and the status of the party in first instance shall be indicated in lower-case letters.

(3) The style of cause shall remain the same for all proceedings during the appeal.

(4) In an appeal based on an extraordinary remedy, the decision-maker that rendered the decision subject to review is designated as the mis en cause.

**11. Title of proceedings.** The title of a proceeding shall appear on the back and on the first page, and shall indicate the status in the appeal of the party presenting the proceeding, followed by a precise citation to the statute or regulation upon which it is based.

**12. Signature.** Every proceeding shall bear the signature of the party or the counsel for the party.

**13. Amendment.** In the event of an amendment to a proceeding, additions or substitutions shall be underlined or indicated in the margin by a vertical line, and deletions shall be indicated by ellipsis points within parentheses.

**14. Discontinuance.** (1) An appellant who wishes to discontinue the appeal shall file a

acte de désistement signé par elle-même ou son avocat; dans le premier cas, la signature de la partie appelante est attestée par un serment écrit ou contresigné par un avocat ou si la partie appelante est détenue, par un officier de l'établissement de détention.

(2) Un juge peut donner acte du désistement même en l'absence des parties ou de leurs avocats.

15. **Délai.** Tout délai imparti par les présentes règles peut être prorogé ou abrégé par la Cour ou par un juge, avant ou après son expiration.

16. **Huissier-audiencier.** L'ouverture et la clôture des séances de la Cour et de celles tenues par le juge ou le greffier sont déclarées par le huissier-audiencier, qui assiste à toute la durée de l'audience, à moins d'en être dispensé.

17. **Nombre d'avocats.** (1) À l'audition de l'appel, chaque partie peut faire entendre deux avocats, un seul pouvant répliquer pour la partie appelante.

(2) À l'audition d'une requête, chaque partie ne peut faire entendre qu'un avocat, sauf permission.

18. **Tenue vestimentaire.** (1) À l'audience de la Cour, la tenue suivante est de rigueur :

- a) l'avocat : toge, rabat, col blanc et vêtement foncé;
- b) le stagiaire : toge et vêtement foncé;
- c) le greffier et l'huissier-audiencier : toge et vêtement foncé.

(2) Devant un juge ou un greffier, le port de la toge n'est pas requis. Toutefois, la tenue vestimentaire doit être sobre.

19. **Décorum.** (1) Toutes les personnes présentes à une audience doivent s'assurer

discontinuance, which shall be signed by the appellant or the appellant's counsel. In the former case, the appellant's signature shall be certified by affidavit or endorsed by the appellant's counsel, if the appellant is detained, by an officer of the detention facility.

(2) A judge may confirm the discontinuance, even in the absence of the parties or their counsel.

15. **Time limit.** Any time limit established by these Rules may be extended or abridged by the Court or by a Judge, either before or after it expires.

16. **Court usher.** The Court usher shall announce the opening and termination of sittings of the Court, the Judge or the Clerk, and remain present for the entire hearing, unless otherwise permitted.

17. **Number of counsel.** (1) At the hearing of an appeal, two counsel may present oral argument for each party, but only one counsel may reply for the appellant.

(2) At the hearing of a motion, only one counsel may present oral argument for each party, unless otherwise permitted.

18. **Dress.** (1) At hearings before the Court, the following dress is obligatory:

- a) counsel: gown, bands, white collar and dark garment;
- b) articulated student: gown and dark garment;
- c) clerk and court usher: gown and dark garment.

(2) Before a Judge or the Clerk, the wearing of a gown is not required. All attire, however, shall be simple and unadorned.

19. **Decorum.** (1) All persons present at a hearing shall ensure that their cellular

que leur téléphone cellulaire, téléavertisseur et autres appareils sonores sont fermés.

(2) La Cour ou le juge peut prendre toutes les mesures requises pour assurer la saine administration de la justice, la sérénité des audiences et le respect des droits des parties et de leurs avocats.

20. **Ajournement.** Un juge, à la demande d'une partie, ou le greffier, avec le consentement de toutes les parties, peut en tout temps radier une affaire du rôle et ajourner l'audition à une date ultérieure.

#### **PARTIE 4 - FORMATION DE L'APPEL**

21. **Délai.** L'avis d'appel et, le cas échéant, la requête en autorisation d'appel sont déposés dans les 30 jours de la décision.

22. **Contenu de l'avis d'appel et de la requête en autorisation d'appel.** L'avis d'appel et la requête en autorisation d'appel contiennent les renseignements suivants :

- a) l'infraction;
- b) la peine imposée, s'il y a lieu;
- c) la date du verdict, du jugement et de la sentence, selon le cas;
- d) le lieu du procès;
- e) le tribunal de première instance et le numéro du dossier;
- f) de façon concise et précise, les moyens d'appel et les conclusions recherchées;
- g) l'adresse civique et, le cas échéant, l'adresse électronique de la partie appelante et de son avocat;
- h) le nom, l'adresse civique et, le cas échéant, l'adresse électronique de la partie intimée et, selon le cas, des

telephones, pagers and any other audio devices are turned off.

(2) The Court or the Judge may adopt any measure to ensure the proper administration of justice, the serenity of hearings and respect for the rights of the parties and their counsel.

20. **Adjournment.** A Judge, at the request of a party, or the Clerk, with the consent of all parties, may at any time strike a matter from the roll and adjourn the hearing to a later date.

#### **PART 4 - INSTITUTION OF THE APPEAL**

21. **Time limit.** The notice of appeal and, if applicable, the motion for leave to appeal shall be filed within 30 days of the judgment.

22. **Content of notice of appeal and motion for leave to appeal.** The notice of appeal and the motion for leave to appeal shall contain the following information:

- a) the offence;
- b) the sentence imposed, if applicable;
- c) the date of the verdict, the judgment and the sentence, as the case may be;
- d) the place of trial;
- e) the court of first instance and court file number;
- f) 6. the grounds of appeal and the conclusions sought, stated clearly and concisely;
- g) the civic address and, if available, the electronic address of the appellant and the appellant's counsel;
- h) the name, civic address and, if available, the electronic address of the respondent and, if applicable, of

autres parties et de leurs avocats en première instance.

the other parties and their counsel in first instance.

**23. Original et nombre de copies.** L'original de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel, une copie pour le greffier, deux copies pour le greffe du tribunal de première instance, une copie pour la partie intimée, et, le cas échéant, une copie pour chacune des autres parties sont déposés au greffe d'appel approprié.

**23. Original and number of copies.** The original of the notice of appeal or the motion for leave to appeal shall be filed at the appropriate Office of the Court of Appeal, together with one copy thereof for the Clerk, two copies for the office of the court of first instance, one copy for the respondent and, if applicable, one copy for each of the other parties.

**24. Appel par le procureur général.** En cas d'appel par le procureur général, l'avis d'appel, ou la requête en autorisation d'appel, est signifié à la partie intimée personnellement, avant ou après le dépôt, mais au plus tard dans les 30 jours de celui-ci, à moins qu'un juge n'en ordonne autrement.

**24. Appeal by Attorney General.** In the event of an appeal by the Attorney General, the notice of appeal and the motion for leave to appeal shall be served on the respondent personally, before or after its filing, but at the latest within 30 days of the filing of the motion, unless a Judge orders otherwise.

**25. Transmission par le greffier.** Le greffier transmet au greffe du tribunal de première instance deux copies de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel, une fois celle-ci accueillie. Lorsque le procureur général est intimé, le greffier en transmet également une copie, dès le dépôt, au bureau des substituts du procureur général du district d'appel où le procès a eu lieu ou au bureau de l'avocat qui a agi pour le procureur général en première instance et, le cas échéant, aux autres parties.

**25. Delivery by the Clerk.** The Clerk delivers two copies of the notice of appeal or the motion for leave to appeal, if it is granted, to the clerk of the court of first instance. Where the Attorney General is the respondent, the Clerk also delivers a copy, as soon as it is filed, to the office of the Crown prosecutor of the appeal district in which the trial took place or to the office of the counsel who represented the respondent in first instance and, if applicable, to the other parties.

**26. Allégation d'incompétence professionnelle.** (1) L'appellant qui allègue l'incompétence de l'avocat qui le représentait en première instance en avise ce dernier en lui signifiant une copie des procédures écrites contenant cette allégation.

**26. Allegation of professional incompetence.** (1) An appellant who alleges the incompetence of counsel who acted on behalf of the appellant in first instance shall notify said counsel by serving on the latter a copy of the written proceedings containing the allegation.

(2) Si l'appellant désire présenter une preuve, qui n'est pas déjà au dossier de première instance, au soutien de ce moyen d'appel, il en informe par écrit le juge en chef, avec copie au procureur général et à l'avocat qui le représentait en première instance, en précisant le contenu de cette preuve et les modalités qu'il propose pour la

(2) If the appellant wishes, in support of this ground of appeal, to introduce evidence that is not already in the record of first instance, the appellant shall also notify the Chief Justice in writing, with copies to the Attorney General and the appellant's counsel in first instance. The notice shall describe the content of the evidence and the procedure

recueillir.

(3) De la même manière, si le procureur général désire présenter une preuve, qui n'est pas déjà au dossier de première instance, pour contrer ce moyen d'appel, il en informe également par écrit le juge en chef, avec copie à l'appellant et à l'avocat qui représentait ce dernier en première instance, en précisant le contenu de cette preuve et les modalités qu'il propose pour la recueillir.

(4) Si l'avocat dont on allègue l'incompétence désire répondre, il en informe par écrit le juge en chef, avec copie aux parties, et indique les modalités qui lui paraissent appropriées pour faire part de son point de vue.

(5) Un juge peut, par une conférence de gestion pénale, tenter d'amener les parties à s'entendre sur les modalités pour recueillir la preuve ainsi que sur un échéancier.

(6) Les parties présentent les requêtes appropriées afin d'être autorisées à produire la nouvelle preuve.

**27. Requête en autorisation d'appel accueillie.** Lorsqu'elle est accueillie, la requête en autorisation d'appel tient lieu d'avis d'appel sans autres formalités.

**28. Comparution.** L'avocat d'une partie, sauf celui de la partie appelante, produit un acte de comparution dans les 10 jours qui suivent le dépôt de l'avis d'appel ou le jugement autorisant l'appel.

## **PARTIE 5 - CONSTITUTION DU DOSSIER**

**29. Transmission de l'avis d'appel.** Dès la réception des copies de l'avis d'appel ou de la requête en autorisation d'appel, une fois celle-ci accueillie, le greffier du tribunal de

the appellant proposes for taking the evidence.

(3) In the same manner, if the Attorney General wishes, in rebuttal of this ground of appeal, to introduce evidence that is not already in the record of first instance, the Attorney General shall notify the Chief Justice in writing, with copies to the appellant and the appellant's counsel in first instance. The notice shall describe the content of the evidence and the procedure the Attorney General proposes for its reception.

(4) If counsel against whom incompetence has been alleged wishes to respond, such counsel shall so notify the Chief Justice in writing, with a copy to the parties, and shall describe the means considered appropriate to present that counsel's position.

(5) At a management conference in criminal matters, a judge may attempt to have the parties agree on the means by which the evidence may be received as well as a timetable.

(6) The parties may present appropriate motions in order to be authorized to produce any new evidence.

**27. Motion for leave to appeal granted.** Where a motion for leave to appeal has been granted, it shall serve as the notice of appeal without further formality.

**28. Appearance.** Counsel for a party other than the appellant shall file a written appearance within the 10 days following the filing of the notice of appeal or the judgment granting leave to appeal.

## **PART 5 - PREPARATION OF THE RECORD**

**29. Delivery of notice of appeal.** Upon receipt of the copies of the notice of appeal or, if it is granted, the motion for leave to appeal, the clerk of the court of first instance



première instance en transmet une copie au juge qui a instruit le procès ou prononcé la décision frappée d'appel.

**30. Transcription du dossier de première instance.** (1) Après consultation avec les parties ou leurs avocats, sauf renonciation des parties ou de leurs avocats ou l'accord de ceux-ci sur un exposé conjoint des faits nécessaires à la solution des questions en litige, le greffier de première instance fait les démarches nécessaires pour obtenir aussitôt que possible la transcription complète du dossier.

(2) À moins que l'appel ne porte sur ces questions, et sauf ordonnance contraire d'un juge ou consentement des parties, sont omis de la transcription :

- a) la procédure relative au choix du jury;
- b) l'exposé introductif du juge de première instance;
- c) les exposés introductifs et finals des avocats;
- d) les éléments de preuve déposés hors la présence du jury et les observations des avocats faites hors la présence du jury sauf :
  - (i) les observations relatives à la teneur proposée des directives du juge au jury de même que la décision et les motifs du juge de première instance,
  - (ii) les objections relatives aux directives de même que la décision et les motifs du juge de première instance,
  - (iii) les observations relatives aux questions soumises par le jury de même que la décision et les motifs du juge de première instance.
- e) les oppositions à l'admissibilité d'un

shall deliver a copy to the judge who heard the case at trial or who rendered the judgment from which the appeal has been taken.

**30. Transcript of trial proceedings.** (1) After consulting with the parties or their counsel, the clerk of the court of first instance shall take all necessary steps to obtain, as soon as possible, the complete transcript of the proceedings, unless the parties or their counsel renounce or agree to a joint statement of the facts necessary to the resolution of the issues in dispute.

(2) Unless the appeal addresses these questions or unless otherwise ordered by a Judge or agreed by the parties, the following shall be omitted from the transcript:

- a) proceedings regarding jury selection;
- b) the opening address of the trial judge;
- c) the opening and closing addresses of counsel;
- d) evidence adduced in the absence of the jury and submissions of counsel in the absence of the jury, with the exception of:
  - (i) submissions regarding the proposed content of the judge's jury instructions, the trial judge's determination thereon and reasons,
  - (ii) objections regarding the jury instructions, the trial judge's determination thereon and reasons,
  - (iii) submissions regarding questions from the jury, the trial judge's determination thereon and reasons.
- e) objections to the admissibility of

élément de preuve, sauf à noter l'opposition faite, la décision du juge et, le cas échéant, ses motifs.

evidence, except a notation of the objection, the trial judge's adjudication and, if they are available, the reasons for the judgment.

**31. Transmission du dossier de première instance.** Le dossier de première instance n'est transmis au greffe de la Cour que sur demande d'un juge.

**31. Delivery of trial proceedings.** Trial proceedings shall be delivered to the Office of the Court only upon a request to this effect from a Judge of the Court.

**32. Avis au greffier de la Cour** Le greffier du tribunal de première instance avise les parties et le greffier de la Cour que le dossier d'appel est complet ce qui permet à la partie appelante d'en prendre aussitôt possession.

**32. Notice to the Clerk.** The clerk of the court of first instance shall notify the parties and the Clerk of the Court that the record on appeal is complete. The appellant may then take immediate possession of the record.

**33. Paiement des frais.** Quand la transcription ou la traduction comporte des frais, le greffier du tribunal de première instance peut en exiger le paiement à l'avance et, en tout état de cause, la partie appelante n'y a pas droit tant que les frais n'ont pas été acquittés.

**33. Payment of costs.** Where the preparation of a transcript incurs costs, the clerk of the court of first instance may require payment in advance. The appellant shall not be entitled to the transcript at any time during the course of the proceedings until such costs have been paid.

## **PARTIE 6 - LES REQUÊTES**

## **PART 6 - MOTIONS**

**34. Présentation et contenu.** (1) Les requêtes sont présentées, selon le cas, à la Cour, au juge ou au greffier. Elles doivent être accompagnées de tout ce qui est nécessaire à leur étude, notamment des actes de procédure, pièces, dépositions, procès-verbaux, jugements ou extraits de ces documents de même que des dispositions réglementaires et législatives autres que celles de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code criminel*, de la *Loi sur la preuve au Canada*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* et de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*.

**34. Presentation and content.** (1) Motions shall be presented, according to their nature, before the Court, the Judge or the Clerk. They shall be accompanied by all that is required for their consideration, and in particular by proceedings, exhibits, depositions, minutes, judgments or excerpts therefrom, as well as any statutory or regulatory provisions cited, with the exception of provisions of the *Constitution Act, 1982*, the *Criminal Code*, the *Canada Evidence Act*, the *Controlled Drugs and Substances Act* and the *Youth Criminal Justice Act*.

(2) Une partie peut demander d'être dispensée de produire sur support papier les documents accompagnant la requête, ou certain de ces documents, lorsque toutes les parties à la requête consentent à ce qu'ils soient produits sur support informatique. La demande est faite par lettre, par télécopieur

(2) A party may apply to be excused from producing paper copies of the documents that accompany the motion, or certain of such documents, if all the parties to the motion consent that they be produced in computer format. The application is made by letter, by facsimile or by e-mail addressed

ou par courriel adressée au greffe de la Cour, avec copie aux autres parties à l'instance, et tranchée par un juge dans le cas d'une requête à la Cour ou à un juge, ou par le greffier dans le cas d'une requête au greffier.

**35. Déclaration sous serment.** Toute requête qui comporte des allégations portant sur des faits qui n'apparaissent pas au dossier est appuyée d'une déclaration sous serment d'une personne qui a une connaissance personnelle de ces faits.

**36. Signification.** (1) Sauf disposition contraire, les requêtes ainsi que les documents joints sont signifiés de la manière prévue au *Code de procédure civile*.

(2) La requête en rejet d'appel du procureur général est signifiée à la partie appelante personnellement à moins qu'un juge n'en ordonne autrement et, le cas échéant, à son avocat.

**37. Dispense de présence.** Sauf pour la mise en liberté provisoire de la partie appelante, l'envoi, par la partie intimée, d'un consentement écrit aux conclusions de la requête, par lettre, télécopieur ou courriel, avec copie aux parties, dispense les parties et leurs avocats d'être présents lors de sa présentation à moins que la Cour, le juge ou le greffier saisi de la requête n'en décide autrement et n'en avise les parties.

**38. Convocation à une autre heure.** La Cour, le juge ou le greffier peut dispenser les parties et leurs avocats d'être présents à l'ouverture de l'audience et les convoquer à une autre heure pour l'audition de la requête.

**39. Absence.** Faute par une partie de comparaître au jour et à l'heure fixés pour la présentation de la requête, la Cour, le juge ou le greffier peut n'entendre que les parties présentes et statuer sans entendre la partie

to the Office of the Court, with a copy to the other parties to the motion, and is adjudicated by a Judge in the case of a motion to the Court or to a Judge, or by the Clerk in the case of a motion to the Clerk.

**35. Affidavit.** Any motion alleging facts that do not appear in the record shall be supported by the affidavit of a person who has personal knowledge of these facts.

**36. Service.** (1) Save where otherwise provided, motions and the attached documents shall be served in the manner prescribed in the *Code of Civil Procedure*.

(2) A motion by the Attorney General to dismiss the appeal shall be served on the appellant personally, unless a Judge has ordered otherwise, and on the appellant's counsel, if applicable.

**37. Attendance excused.** Except in an application for the judicial interim release of the appellant, the sending of the respondent's written consent to the conclusions of the motion, by letter, by facsimile or by e-mail and with copies to the parties, excuses the parties and their counsel from attending the presentation of the motion, unless the Court, the Judge or the Clerk who will hear the motion determines otherwise and so notifies the parties.

**38. Convening at a different time.** The Court, the Judge or the Clerk may excuse the parties and their counsel from being present at the opening of a sitting and convene them at a different time for the hearing of the motion.

**39. Absence.** If a party fails to appear on the day and at the time established for the hearing of the motion, the Court, the Judge or the Clerk may hear only those parties present and adjudicate the motion without

absente, ou encore ajourner l'audience aux conditions indiquées.

**40. Conférence téléphonique.** Lorsque les circonstances s'y prêtent et que les parties y consentent, la Cour, le juge ou le greffier peut entendre la requête par conférence téléphonique.

### **Requête à la Cour**

**41. Réservation.** La partie requérante réserve auprès du greffier la date et l'heure de présentation d'une requête destinée à la Cour.

**42. Délai de signification et de production.** La requête est ensuite signifiée et produite au greffe, avec les documents joints, en quatre exemplaires, au moins cinq jours juridiques francs avant la date de sa présentation.

**43. Avis de présentation.** L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.

**44. Ajournement.** (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement.

(2) À défaut de cet avis et à moins d'une circonstance spéciale, la Cour se saisit de la requête et en décide.

### **Requête au juge**

**45. Présentation.** La requête est présentée à 9 h 30. Entre le 24 juin et la fête du Travail, elle est présentée l'un des jours déterminés par le juge en chef.

**46. Délai de signification et de production.** La requête est signifiée et produite au greffe, avec les documents

hearing the absent party, or adjourn the hearing on the conditions deemed appropriate.

**40. Telephone conference.** When the circumstances are appropriate and the parties so consent, the Court, the Judge or the Clerk may hear a motion by telephone conference.

### **Motions before the Court**

**41. Reservation.** The petitioner shall arrange the date and time of the presentation of a motion before the Court with the Clerk.

**42. Time limit for service and filing.** The motion and the attached documents shall then be served and filed at the Office of the Court, in quadruplicate, at least five clear juridical days before the date of presentation.

**43. Notice of presentation.** The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.

**44. Adjournment.** (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day the motion is presented.

(2) In the absence of such notice and saving special circumstances, the Court shall hear the motion and adjudicate it.

### **Motions before a Judge**

**45. Presentation.** Motions shall be presented at 9:30 a.m. Between June 24 and Labour Day, motions shall be presented on one of the days the Chief Justice determines.

**46. Time limit for service and filing.** The motion and its attached documents shall be served and filed at the Office of the Court, in

joints, en deux exemplaires au moins deux jours juridiques francs avant la date de sa présentation, laquelle a lieu, sauf entente entre les parties, au plus tard huit jours après la signification.

**47. Avis de présentation.** L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.

**48. Ajournement.** (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement.

(2) À défaut de cet avis et à moins d'une circonstance spéciale, le juge se saisit de la requête et en décide.

#### **Requête au greffier**

**49. Présentation.** La requête est présentée à 9 h 00. Entre le 24 juin et la fête du Travail, elle est présentée l'un des jours déterminés par le juge en chef.

**50. Délai de signification et de production.** La requête est signifiée et produite au greffe, avec les documents joints, en deux exemplaires, au moins deux jours juridiques francs avant la date de sa présentation

**51. Avis de présentation.** L'avis de présentation mentionne la date, l'heure et la salle où la requête sera ainsi présentée.

**52. Ajournement.** (1) Dès que possible avant la présentation de la requête, la partie requérante avise le greffier par lettre, par télécopieur ou par courriel, du consentement des parties à un ajournement ou du fait que, le jour de la présentation, une partie demandera un ajournement.

(2) À défaut de cet avis et à moins

duplicate, at least two clear juridical days before the date of presentation, which shall take place at the latest eight days after service, unless the parties have agreed otherwise.

**47. Notice of presentation.** The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.

**48. Adjournment.** (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day the motion is presented.

(2) In the absence of such a notice and saving special circumstances, the Judge shall hear the motion and adjudicate it.

#### **Motions before the Clerk**

**49. Presentation.** Motions shall be presented at 9:00 a.m. Between June 24 and Labour Day, motions shall be presented on one of the days the Chief Justice determines.

**50. Time limit for service and filing.** The motion and the attached documents shall be served and filed at the Office of the Court, in duplicate, at least two clear juridical days before the date of presentation.

**51. Notice of presentation.** The notice of presentation shall indicate the date, time and courtroom where the motion will be presented.

**52. Adjournment.** (1) As soon as possible before the presentation of the motion, the petitioner shall notify the Clerk by letter, by facsimile or by e-mail, that the parties have consented to an adjournment or that one of the parties will seek an adjournment on the day the motion is presented.

(2) In the absence of such notice and

d'une circonstance spéciale, le greffier se saisit de la requête et en décide.

**53. Requête pour mise en liberté provisoire.** La partie appelante qui sollicite sa mise en liberté provisoire joint à sa requête une déclaration sous serment attestant :

- a) les endroits où elle a résidé durant les trois années avant sa condamnation et celui où elle entend résider si elle est mise en liberté;
- b) le cas échéant, son emploi avant sa condamnation et le nom de l'employeur et l'emploi qu'elle compte occuper si elle est mise en liberté;
- c) le cas échéant, ses condamnations antérieures, y compris les condamnations intervenues à l'étranger;
- d) le cas échéant, les accusations portées contre elle au Canada et à l'étranger, au moment de la demande;
- e) le fait qu'elle est titulaire ou non d'un passeport canadien ou étranger ou qu'elle a une demande de passeport en traitement.

(2) **Dispense de déclaration sous serment.** Le juge à qui est présentée la requête peut accorder une dispense de la déclaration sous serment et s'en remettre à un exposé écrit des faits signé par l'avocat de la partie appelante et le substitut du procureur général.

(3) **Mise en liberté pendant l'appel à la Cour suprême.** La requête de mise en liberté pendant l'appel à la Cour suprême du Canada est accompagnée d'un certificat du registraire de celle-ci attestant qu'une requête en autorisation d'appel ou qu'un avis d'appel a été produit.

**54. Requête pour nouvelle preuve.** (1) La

saving special circumstances, the Clerk shall hear the motion and adjudicate it.

**53. Application for interim release.** An appellant seeking interim release shall attach an affidavit to the application attesting to the following:

- a) the appellant's places of residence in the three years preceding conviction and the place the appellant intends to reside if released;
- b) if applicable, the appellant's employment before conviction, and the appellant's intended employer and employment if released;
- c) if applicable, the appellant's previous convictions, including convictions outside Canada;
- d) if applicable, any charges pending against the appellant either in Canada or elsewhere at the time of the application;
- e) whether or not the appellant holds a Canadian or foreign passport or has applied for a passport, the application for which is being processed;

(2) **Exemption from affidavit.** The Judge hearing the application may excuse the filing of an affidavit and rely upon a statement of facts signed by the appellant's counsel and the Crown prosecutor.

(3) **Release pending appeal to the Supreme Court.** A certificate of the Registrar of the Supreme Court of Canada attesting that a motion for leave to appeal or a notice of appeal has been filed shall accompany an application for interim release pending an appeal to that court.

**54. Motion to adduce fresh evidence.** (1) A

partie qui requiert la permission de produire une nouvelle preuve doit d'abord présenter une requête indiquant en quoi elle a fait preuve de diligence raisonnable à l'égard de l'obtention de cette preuve et en quoi celle-ci est pertinente, plausible et, si on y ajoute foi, susceptible d'influer sur le résultat.

(2) **Avis et modalités.** La partie qui présente une telle requête en informe dès que possible les autres parties et tente d'établir avec celles-ci un échéancier et des modalités relatives à l'échange des documents pertinents et aux contre-interrogatoires, le cas échéant. Cet échéancier et les modalités proposées sont soumis à la Cour.

(3) **Jugement en deux étapes.** Saisie de la requête, la Cour, dans une première étape, permet ou refuse que soit recueillie la preuve proposée en prévoyant, s'il y a lieu, les modalités et l'échéancier pour la recueillir et procéder aux contre-interrogatoires. Saisie du fond de l'appel, la Cour décide ensuite de l'admissibilité de cette preuve.

## **PARTIE 7 - APPEL D'UNE PEINE**

55. **Déféré sommaire.** (1) Le juge peut déférer à la Cour, sans en décider, une requête en autorisation d'interjeter appel d'une peine.

(2) **Audition simultanée.** La Cour peut entendre à la fois la requête et l'appel et en décider, sans mémoire. Elle peut aussi décider uniquement de la requête et, si elle l'accueille, ajourner l'audition de l'appel.

56. **Voie accélérée, sans mémoire.** (1) Le juge qui accueille ou défère une requête en autorisation d'interjeter appel d'une peine peut, avec le consentement des parties, permettre que l'appel se poursuive sans mémoire, selon la voie accélérée.

(2) **Échéancier.** En déférant la

party seeking leave to adduce fresh evidence shall first present a motion and explain in what manner the party has exercised due diligence in obtaining such evidence, in what respect it is relevant and credible, and if believed, could be expected to affect the result.

(2) **Notice and terms.** A party presenting such a motion shall notify the other parties thereof as soon as possible, and shall attempt to reach an agreement with them regarding a timetable and the terms that will govern the exchange of relevant documents and cross-examinations, if applicable. The proposed timetable and terms shall be submitted to the Court.

(3) **Two-stage determination.** The Court shall first authorize or refuse the taking of fresh evidence and determine, if applicable, the terms by which relevant documents will be exchanged and cross-examinations undertaken. After the evidence has been taken, the panel of the Court hearing the appeal determines its admissibility.

## **PART 7 - APPEAL FROM SENTENCE**

55. **Summary referral of motion for leave to the Court.** (1) A judge may refer a motion for leave to appeal from a judgment imposing a sentence to the Court without adjudicating it.

(2) **Concurrent hearing.** The Court may hear the motion and the appeal at the same time and adjudicate the matter without factums. It may also dispose only of the motion and, if leave is granted, postpone the hearing of the appeal.

56. **Fast track, without factums.** (1) A Judge who grants or refers a motion for leave to appeal from a sentence may, with the consent of the parties, allow the appeal to be heard without factums, on the basis of the fast track procedure.

(2) **Timetable.** In referring the motion

requête ou, le cas échéant, l'appel à la Cour, le juge établit un échéancier pour la production, en quatre exemplaires, après signification à l'autre partie, des documents qui tiennent lieu de mémoire.

(3) **Défaut.** À l'expiration du délai, si les documents ne sont pas produits, le greffier dépose au dossier un certificat constatant le défaut et refuse par la suite toute documentation émanant de la partie défaillante. Un avis de ce dépôt est immédiatement remis au juge en chef et aux juges qui doivent entendre la requête ou l'appel.

**57. Documents.** La partie appelante doit produire les documents suivants :

- a) la requête en autorisation d'appel;
- b) l'acte d'accusation;
- c) la sentence, motifs et dispositif compris;
- d) les dépositions lors de l'audition sur la peine, le cas échéant;
- e) toute autre remarque pertinente formulée par le juge de première instance et les avocats au cours des observations sur la peine;
- f) un questionnaire dûment rempli, conforme à l'annexe I.

**58. Questionnaire de la partie intimée.** Au moins trois semaines avant la date fixée pour l'audition de la requête ou de l'appel, la partie intimée peut aussi signifier à la partie appelante et produire au greffe, en quatre exemplaires, un questionnaire dûment rempli par elle.

**59. Exposé.** (1) Les parties peuvent joindre à leur documentation un exposé d'au plus 10 pages, à au moins un interligne et demi, à l'exception des citations qui doivent être à interligne simple et en retrait. Le caractère à l'ordinateur est de 12 points et il

or, if applicable, the appeal to the Court, the Judge shall establish a timetable for the filing, in quadruplicate and after service on the other party, of the documents that stand in lieu of the factum.

(3) **Default.** Where the documents are not filed before the time limit has passed, the Clerk shall file a certificate of default in the record and shall thereafter refuse any documents from the defaulting party. A notice of the filing of this certificate shall be delivered immediately to the Chief Justice and the judges who are to hear the motion or the appeal.

**57. Documents.** The appellant shall file the following documents:

- a) the motion for leave to appeal;
- b) the indictment;
- c) the sentence, including the reasons and the conclusion;
- d) the depositions from the sentencing hearing, if any;
- e) any other relevant remarks of the trial judge and counsel in the course of submissions as to the sentence;
- f) the questionnaire on the form in Schedule I, duly completed.

**58. Respondent's questionnaire.** At least three weeks before the date of the hearing of the motion or the appeal, the respondent may also serve the questionnaire, duly completed, on the appellant and file said questionnaire at the Office of the Court, in quadruplicate.

**59. Argument.** (1) The parties may include an argument no longer than 10 pages in length with their documents. It shall have at least one and one-half spaces between the lines, with the exception of quotations, which shall be single-spaced and



n'y a pas plus de 12 caractères par 2,5 cm.

(2) Un juge peut ordonner la confection d'un tel exposé lorsqu'il estime que les questions soulevées par l'appel le justifient.

**60. Support informatique.** Le juge ou la Cour peut permettre que certains documents requis pour constituer le dossier dans le cas d'un appel de sentence soient produits sur support informatique plutôt que sur support papier lorsque toutes les parties à l'appel y consentent. Les parties produisent sur support papier l'exposé, la requête en autorisation d'appel, l'acte d'accusation, la sentence, motifs et dispositif compris, ainsi que les parties des documents auxquelles elles réfèrent spécifiquement dans leur exposé. Les textes complets des documents sont alors produits sur cédérom ou un autre support informatique ayant au minimum la capacité de recherche par mot-clé et, lorsque cela est possible, des hyperliens entre l'index et les procédures, pièces et dépositions.

## **PARTIE 8 - FACILITATION PÉNALE**

**61. Demande.** Les parties représentées par avocat peuvent demander la tenue d'une conférence de facilitation pénale et doivent signer le formulaire dont le modèle figure à l'annexe II. Une telle conférence doit être autorisée par un juge.

**62. Participation.** Seuls les avocats y participent à moins que, du consentement des parties, une autre personne n'y soit autorisée par le juge. Le juge facilite la discussion et favorise les échanges qui ne sont pas enregistrés.

**63. Confidentialité.** Les avocats s'engagent, par écrit, à garder confidentielle la teneur des échanges. Si la conférence ne

indented. The characters shall be in 12-point font size and there shall be no more than 12 characters per 2.5 cm.

(2) A judge may order that an argument be prepared when the issues raised by the appeal so warrant.

**60. Computer format.** In an appeal from sentence, the Judge or the Court may authorize that certain documents required to constitute the file be filed in a computer format rather than on paper when all of the parties to the appeal consent. The parties then produce the motion for leave to appeal on paper, as well as the indictment, the sentence, including the reasons and the conclusion, and those parts of the documents to which they refer specifically in their argument. The complete texts of the documents are then filed on a CD-ROM or any other computer format that at a minimum has a keyword search capacity and, when possible, hyperlink connections between the index, the proceedings, the exhibits and the depositions.

## **PART 8 - FACILITATION IN CRIMINAL MATTERS**

**61. Request.** Parties represented by counsel may request a facilitation conference in criminal matters. In doing so, they shall sign the form on Schedule II. Such a conference requires the authorization of a Judge.

**62. Participation.** Only counsel shall participate in the conference unless the Judge, with the consent of the parties, has authorized another person to participate. The Judge shall facilitate the discussion and encourage dialogue. These discussions shall not be recorded.

**63. Confidentiality.** Counsel shall undertake in writing not to disclose the content of the discussions. If the conference

permet pas d'identifier une solution, le juge qui a présidé la conférence de facilitation pénale ne peut pas par la suite participer à l'audition de l'appel.

## **PARTIE 9 - GESTION DE L'INSTANCE**

**64. Conférence de gestion pénale.** Un juge peut, d'office ou à la demande d'une partie, présider une conférence de gestion pénale.

**65. Ordonnances et directives relatives à la gestion de l'instance.** (1) La Cour peut rendre toute ordonnance conforme aux exigences de la justice.

(2) Une partie peut s'adresser au juge en chef ou à un juge que le juge en chef désigne pour demander des directives quant à la poursuite d'un appel.

(3) Le juge en chef ou un juge que le juge en chef désigne peut, dans l'intérêt de la justice, rendre toute ordonnance et prendre toute mesure pour accélérer le processus d'appel.

## **PARTIE 10 - LES MÉMOIRES**

**66. Délai de la partie appelante.** (1) Dans les 60 jours de l'avis prévu à l'article 32, la partie appelante produit au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et elle en signifie deux autres exemplaires à la partie intimée.

(2) **Sanction.** Si la partie appelante ne produit pas son mémoire dans le délai imparti, la Cour, sur requête, peut rejeter l'appel.

**67. Délai de la partie intimée.** (1) Dans les 60 jours de la production du mémoire de la partie appelante, la partie intimée produit au greffe son mémoire, en sept exemplaires, et elle en signifie deux autres exemplaires à la partie appelante.

does not lead to a solution and there is a hearing of the appeal, the judge who presided at the facilitation conference may not participate in the hearing of the appeal.

## **PART 9 - CASE MANAGEMENT**

**64. Management conference.** A judge may, *ex officio* or at the request of a party, preside at a management conference in criminal matters.

**65. Orders and directions regarding case management.** (1) The Court may make any order required in the interest of justice.

(2) A party may apply to the Chief Justice or to a Judge the Chief Justice designates to request directions in relation to an appeal.

(3) The Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates may, in the interest of justice, make any order and take any measure to accelerate the appeal process.

## **PART 10 - FACTUMS**

**66. Time limit for appellant.** (1) Within 60 days of the notice prescribed in section 32, the appellant shall file seven copies of the appellant's factum at the Office of the Court and serve two other copies of the factum on the respondent.

(2) **Sanction.** If the appellant fails to file the factum within the prescribed time limit, the Court may, on motion, dismiss the appeal.

**67. Time limit for respondent.** (1) Within 60 days of the filing of the appellant's factum, the respondent shall file seven copies of the respondent's factum at the Office of the Court and serve two other copies of the factum on the appellant.

(2) **Sanction.** À l'expiration du délai pour la production du mémoire de la partie intimée, la partie appelante peut demander la mise au rôle.

68. **Contenu du mémoire.** Le mémoire est constitué d'un exposé et de trois annexes.

69. **L'exposé.** L'exposé est divisé en cinq parties :

Partie I : LES FAITS

La partie appelante y expose succinctement les faits.

La partie intimée indique sa position à l'égard de l'exposé des faits de la partie appelante et, au besoin, expose les autres faits qu'elle estime pertinents.

Partie II : LES QUESTIONS EN LITIGE

La partie appelante expose de manière concise les questions en litige. La partie intimée expose avec concision sa position relativement aux questions posées par la partie appelante et indique les autres questions qu'elle entend débattre, y compris celles que le tribunal de première instance n'a pas retenues ou examinées.

La partie appelante qui désire invoquer des moyens de droit non énoncés dans son avis d'appel doit en faire mention dans son mémoire et les y exposer clairement.

Si la partie appelante désire invoquer des moyens de fait ou des moyens mixtes de fait et de droit non énoncés dans son avis d'appel, elle doit préalablement obtenir la permission d'un juge à cet égard, à moins que celui-ci ne défère la question à la formation saisie de l'appel.

Partie III : LES ARGUMENTS

Les parties y développent les arguments reliés aux questions en litige, avec références précises aux annexes.

(2) **Sanction.** Once the time limit for the filing of the respondent's factum has passed, the appellant may request that the case be placed on the roll.

68. **Content of factum.** The factum shall comprise an argument and three schedules.

69. **Argument.** The argument shall be divided into five parts:

Part I : FACTS

The appellant shall state the facts succinctly.

The respondent shall state its position with respect to the appellant's statement of facts and, if necessary, state any other facts deemed relevant.

Part II : ISSUES IN DISPUTE

The appellant shall set forth the issues in dispute concisely. The respondent shall state its position concisely in regard to the issues the appellant raises and list any other points to be argued, including those that were not adopted or considered by the court of first instance.

The appellant who wishes to raise questions of law not stated in the notice of appeal shall state and clearly set forth these grounds in the factum.

If the appellant wishes to raise questions of fact or mixed questions of fact and law not stated in the notice of appeal, the appellant shall first obtain leave from a Judge to this effect, unless the Judge refers the matter to the panel that will hear the appeal.

Part III : ARGUMENT

The parties shall develop their arguments regarding the issues in dispute, with precise references to the schedules.

Si la partie intimée demande l'application de l'article 686(1)b)iii) du *Code criminel*, elle le mentionne et fait valoir ses arguments de fait et de droit à cet égard.

#### Partie IV : LES CONCLUSIONS

Les parties formulent de façon précise les conclusions recherchées.

#### Partie V : LES SOURCES

Les parties donnent, pour la jurisprudence et pour la doctrine, une liste de leurs sources dressée selon l'ordre de l'exposé, avec renvoi aux paragraphes où elles sont mentionnées.

### 70. Les annexes

(1) **Pour la partie appelante.** Le mémoire de la partie appelante comporte trois annexes.

#### ANNEXE I

Elle comprend le jugement frappé d'appel et, le cas échéant, les motifs du jugement. En matière de recours extraordinaire ou d'appel d'un jugement de la Cour supérieure siégeant en appel, elle comprend également le jugement attaqué par le recours extraordinaire ou par l'appel en Cour supérieure.

#### ANNEXE II

Elle comprend :

- a) l'avis d'appel et, le cas échéant, l'autorisation d'appel avec la requête l'ayant sollicitée;
- b) l'acte d'accusation;
- c) les dispositions réglementaires ou législatives autres que celles de la *Loi constitutionnelle de 1982*, du *Code criminel*, de la *Loi réglementant certaines drogues et autres*

Where the respondent seeks the application of section 686(1)(b)(iii) of the *Criminal Code*, the respondent shall refer to this section and set forth the arguments of fact and of law in support of its application.

#### Part IV : CONCLUSIONS

The parties shall formulate the conclusions they seek in a precise manner.

#### Part V : AUTHORITIES

The parties shall provide a list of authorities for the case law and doctrine cited, arranged in the order in which they are cited in the argument and indicating the paragraphs at which they are mentioned.

### 70. Schedules

(1) **For the appellant.** The factum of the appellant shall include three schedules.

#### SCHEDULE I

It shall include the judgment appealed from and, if applicable, the reasons for judgment. In matters of extraordinary remedies, or on appeal from a judgment of the Superior Court sitting in appeal, it shall also include the decision subject to the extraordinary remedy, or, the judgment appealed to the Superior Court.

#### SCHEDULE II

It shall include:

- (a) the notice of appeal and, if applicable, the judgment granting leave to appeal with the motion requesting it;
- (b) the indictment;
- (c) regulatory or statutory provisions cited, other than provisions of the *Constitution Act, 1982*, the *Criminal Code*, the *Controlled Drugs and Substances Act* and the *Youth*

*substances et de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.*

*Criminal Justice Act.*

### ANNEXE III

Elle comprend les seules pièces et dépositions ou les extraits de pièces et de dépositions nécessaires à l'examen de toutes les questions en litige.

(2) **Exposé conjoint des faits.** Les parties peuvent se mettre d'accord sur un exposé conjoint des faits nécessaires à la solution des questions en litige au lieu d'avoir recours à la transcription des dépositions et aux pièces. Cet exposé est alors inséré au début de l'annexe III.

### SCHEDULE III

It shall include only those exhibits and depositions or extracts therefrom that are necessary for the consideration of all the issues in dispute.

(2) **Joint statement of facts.** The parties may agree on a joint statement of the facts necessary to resolve the issues in dispute, rather than relying on the transcripts of the depositions and the exhibits. The joint statement shall be inserted at the beginning of Schedule III.

(3) **Pour la partie intimée.** La partie intimée ne retient dans les annexes de son mémoire que les éléments nécessaires à l'examen des questions en litige et qui n'ont pas été retenus par la partie appelante.

71. **Présentation du mémoire.** La présentation du mémoire obéit aux règles suivantes :

a) **Couleur de la couverture.** La couleur de la couverture varie selon les parties : jaune pour la partie appelante, vert pour la partie intimée et gris pour les autres parties;

b) **Indications du plat supérieur de la couverture.** Le plat supérieur de la couverture présente les indications suivantes :

- i) le numéro de dossier attribué par le greffier;
- ii) le tribunal qui a rendu le jugement frappé d'appel, le district judiciaire, le nom du juge, la date du jugement ainsi que le numéro du dossier;
- iii) les noms de la partie appelante, de la partie intimée et, le cas échéant, des autres parties, dans cet ordre; sous le nom de chaque partie est indiquée sa position en appel, en lettres majuscules et en première instance, en lettres minuscules;
- iv) l'identification du mémoire par la position de la partie qui le produit;
- v) nom de l'avocat.

c) **Table des matières.** Le premier volume du mémoire comporte, au début, une table générale des matières et chaque

(3) **For the respondent.** The schedules to the respondent's factum shall include only those elements that are necessary for the consideration of the issues in dispute and that were not included by the appellant.

71. **Format of factum.** The format of the factum shall comply with the following rules:

a) **Colour of cover.** The colour of the cover shall vary according to the party: yellow for the appellant, green for the respondent and grey for the other parties.

b) **Front cover.** The front cover shall set out the following:

- i) the court file number assigned by the Clerk;
- ii) court that rendered the judgment appealed from, the judicial district, the name of the judge, the date of the judgment and the court file number;
- iii) in the following order, the names of the appellant, the respondent and, if applicable, the other parties; under each party's name, that party's status in the appeal shall be indicated in upper-case letters and the party's status in first instance shall be indicated in lower-case letters.
- iv) the identification of the factum according to the status of the party filing it;
- v) the name of the party's counsel.

c) **Table of contents.** The first volume of the factum shall contain a general table of contents at the front, and each subsequent

volume subséquent, une table de son contenu.

d) **Pagination.** La pagination est faite dans le coin supérieur gauche de chaque page quant à l'exposé et en haut de page quant aux annexes.

e) **Nombre de pages.** Sauf avec la permission d'un juge, l'exposé ne peut excéder 30 pages.

f) **Caractère et interligne.** Le texte de l'exposé est présenté à au moins un interligne et demi, à l'exception des citations qui doivent être à interligne simple et en retrait. Le caractère à l'ordinateur est de 12 points et il n'y a pas plus de 12 caractères par 2,5 cm.

g) **Numérotation des paragraphes.** Les paragraphes de l'exposé sont numérotés.

volume shall contain a table of its contents.

d) **Pagination.** Page numbers shall be indicated in the upper left-hand corner of each page of the factum and at the top of each page of the schedules.

e) **Number of pages.** Except where a Judge has permitted otherwise, the argument shall not exceed 30 pages in length.

f) **Characters and spacing.** The text of the argument shall have at least one and one-half spaces between the lines, with the exception of quotations, which shall be single-spaced and indented. The characters shall be in 12-point font size and there shall be no more than 12 characters per 2.5 cm.

g) **Numbering of paragraphs.** The paragraphs of the argument shall be numbered.

h) **Numérotation des volumes.** S'il y a plusieurs volumes, le numéro de chacun et la séquence des pages contenues dans chaque volume sont indiqués sur le plat supérieur de la couverture et la tranche inférieure des volumes.

## 72. Les pièces

(1) **Disposition.** Chaque pièce ou extrait de pièce, commence sur une page nouvelle, portant en titre la date et, dans les cas qui le permettent, la nature et la cote de la pièce. Les pièces sont reproduites, autant que possible, selon l'ordre chronologique plutôt que selon l'ordre de production en première instance.

(2) **Clarté.** Toute pièce incluse dans les annexes doit être lisible et, au cas contraire, elle doit être accompagnée d'un texte lisible; les photocopies de photographies ne sont permises que si elles sont claires.

## 73. Les dépositions

(1) **Disposition.** Les dépositions ou extraits de dépositions commencent sur une page nouvelle, portant en titre le nom du témoin en lettres majuscules, suivi, la première fois seulement et entre parenthèses, de son prénom de même que, s'ils ont été divulgués en première instance, de son âge, de sa profession et de sa résidence. Ce titre est complété par diverses mentions, données en abréviation :

- a) le nom de la partie qui a fait entendre le témoin;
- b) le fait que le témoignage n'a pas été rendu à l'audience, le cas échéant;
- c) le stade de l'instruction (preuve principale, défense, contre-preuve, voir-dire);
- d) le stade de l'interrogatoire (interrogatoire, contre-interrogatoire, réinterrogatoire).

h) **Numbering of volumes.** If there is more than one volume, the volume number and the sequence of pages contained therein shall be indicated on the cover and bottom edge of each volume.

## 72. Exhibits

(1) **Layout.** Each exhibit or excerpt therefrom shall begin on a new page with a heading indicating the date and, where possible, the nature and number of the exhibit. So far as possible, the exhibits shall be reproduced in chronological order, rather than in the order of filing in first instance.

(2) **Clarity.** All exhibits included in the schedules shall be legible. If they are illegible, they shall be accompanied by a legible text. Photocopies of photographs shall be permitted only if they are clear.

## 73. Depositions

(1) **Layout.** Each deposition or excerpt therefrom shall begin on a new page with a heading setting out the witness' surname in upper-case letters, followed the first time only by parentheses containing the witness' given name, as well as, if they have been disclosed at first instance, the age, the occupation and the residence of the witness. The heading shall also contain the following information, listed in abbreviated form:

- a) the name of the party who called the witness;
- b) the fact that the testimony was not given at trial, if such be the case;
- c) the stage of the hearing (case in chief, defence, rebuttal, voir-dire);
- d) the stage of the examination (examination, cross-examination, re-examination).



(2) **Présentation.** Les dépositions ou extraits de dépositions peuvent être reproduits dans un format quatre pages en une pourvu que le caractère utilisé soit équivalent à la police Arial 10 et que chaque page comporte un maximum de 25 lignes numérotées dans la marge de gauche.

74. **Impression et reliure.** Le mémoire est relié de façon que les feuilles de l'exposé et de l'annexe I ne soient imprimées que sur la page de gauche et les feuilles des annexes II et III, sur les deux côtés.

75. **Nombre de feuilles.** Chaque volume ne peut comporter plus de 225 feuilles.

76. **Attestation.** (1) À la fin des annexes, la partie ou l'avocat atteste que le mémoire est conforme aux présentes règles et qu'il met gratuitement à la disposition des autres parties l'original ou un exemplaire de toutes les dépositions obtenues sur support papier. La même obligation s'applique, avec les adaptations nécessaires, lorsque les dépositions sont sur support informatique.

(2) **Temps d'audience demandé.** La partie ou l'avocat indique de plus le temps demandé pour sa plaidoirie.

77. **Mémoire refusé.** (1) Tout mémoire non conforme au *Code criminel* ou aux présentes règles est refusé par le greffier aussitôt que possible après sa production.

(2) **Avis.** Le greffier en avise les avocats ou les parties non représentées.

(3) **Effet du refus.** Le mémoire refusé est tenu pour non avenue à moins qu'il ne soit remédié à l'irrégularité dans le délai fixé par le greffier.

(4) **Délai.** Ce délai doit être juste compte tenu des circonstances et ne doit pas dépasser sept jours suivant l'avis.

(2) **Format.** Depositions or excerpts therefrom may be reproduced in a condensed format (four pages in one), provided that the font is equivalent to Arial 10 and that each page contains a maximum of 25 lines numbered in the left margin.

74. **Printing and binding.** The factum shall be bound so that the pages of the argument and Schedule I are printed only on the left and the pages of Schedules II and III are printed on both sides.

75. **Number of sheets.** Each volume shall contain no more than 225 sheets of paper.

76. **Attestation.** (1) At the end of the schedules, the party or the party's counsel shall attest that the factum is in compliance with these Rules and that the original or paper copies of all the depositions obtained have been placed at the disposal of the other parties, free of charge. The same obligation applies, *mutatis mutandis*, when the depositions are in computer format.

(2) **Duration of hearing requested.** In addition, the party or the party's counsel shall indicate the length of time requested for oral argument.

77. **Refusal of factum.** (1) The Clerk shall refuse any factum that is not in compliance with the *Criminal Code* or these Rules as soon as possible after it is filed.

(2) **Notice.** The Clerk shall notify counsel or any party not represented by counsel of the refusal.

(3) **Effect of refusal.** A factum that has been refused shall be deemed not to have been filed unless the irregularity is corrected within the time limit the Clerk determines.

(4) **Time limit.** This time limit shall be reasonable in light of the circumstances, but shall not exceed seven days after the notice.

(5) **Révision de la décision du greffier.** La décision de refuser le mémoire peut être révisée à la suite d'une requête soumise à un juge dans les 15 jours suivant l'avis.

78. **Support informatique.** La Cour ou le juge peut permettre que certains documents du mémoire soient produits sur support informatique plutôt que sur support papier lorsque toutes les parties à l'instance d'appel y consentent. Les parties produisent sur support papier l'exposé, les documents qui forment l'annexe I ainsi que les parties des documents qui forment les annexes II et III auxquelles elles réfèrent spécifiquement dans leur exposé. Les textes complets des documents formant les annexes II et III sont alors produits sur cédérom ou un autre support informatique ayant au minimum la capacité de recherche par mot-clé et, lorsque cela est possible, des hyperliens entre l'index et les procédures, pièces et dépositions.

## **PARTIE 11 - MISE EN ÉTAT**

79. **Appels abandonnés.** (1) Si l'appel n'est pas en état dans les six mois qui suivent la production de l'avis prévu à l'article 32, le greffier donne aux parties et à leurs avocats, par courrier recommandé ou certifié, un avis les prévenant au moins 30 jours à l'avance que la cause a été portée sur un rôle spécial.

(2) Si l'appel n'est pas en état à la date fixée dans l'avis, la Cour, après avoir donné aux parties l'occasion de se faire entendre, peut déclarer l'appel abandonné à moins qu'une partie ne fournisse une justification valable, auquel cas la Cour rend l'ordonnance qu'elle juge appropriée.

### **Avant le (date d'entrée en vigueur)**

80. **Certificat.** Pour tous les appels antérieurs à (l'entrée en vigueur des règles), le certificat de mise en état dont le modèle

(5) **Review of the Clerk's decision.** The decision to refuse the factum may be reviewed upon a motion submitted before a Judge within 15 days of the notice.

78. **Computer format.** The Court or the Judge may authorize the filing of certain documents in the factum in computer format rather than on paper when all of the parties to the appeal consent. The parties shall then file their argument on paper, together with the documents included in Schedule I of the factum as well as those parts of the documents included in Schedules II and III to which they have referred specifically in their argument. The complete text of the documents are then filed on a CD-ROM or any other computer format that at a minimum has a keyword search capacity and, where possible, hyperlink connections between the index, the proceedings, the exhibits and the depositions.

## **PART 11 - READINESS**

79. **Abandoned appeals.** (1) If the appeal is not ready to be placed on the roll within six months of the filing of the notice of appeal provided for in section 32, the Clerk shall provide a minimum of 30 days' notice to the parties and their counsel that the appeal shall be placed on a special roll.

(2) If the appeal is not ready to be placed on the roll on the date mentioned in the notice, the Court, after providing the parties an opportunity to be heard, may declare the appeal abandoned unless a party can show cause otherwise, in which case the Court shall make the order it deems appropriate.

### **Prior to (date of coming into force)**

80. **Certificate.** For all appeals filed before (date of coming into force of Rules), the certificate of readiness shall be filed at the

figure à l'annexe III doit être produit au greffe dans les 15 jours de la production des mémoires. Il est signé par les avocats des parties ou par les parties non représentées. Il indique le nom de l'avocat en charge du dossier.

**81. Certificat non obtenu.** (1) Si la partie appelante ne signe pas le certificat, la partie intimée peut demander, par requête, la mise au rôle. La requête est accompagnée du certificat signé par la partie intimée et signifiée à la partie adverse.

(2) Si la partie intimée ne signe pas le certificat ou n'a pas déposé son mémoire dans les délais prescrits, la partie appelante peut, de la même manière, demander la mise au rôle.

**82. Requête pour mise au rôle.** La requête pour mise au rôle est présentée au greffier. En l'absence de contestation, la présence des parties ou de leurs avocats n'est pas requise et le greffier déclare le dossier en état, le cas échéant. S'il y a contestation, le greffier décide de la requête, ce qui peut se faire au moyen d'une conférence téléphonique.

### **À compter de la date d'entrée en vigueur des règles**

**83. (1) Déclaration par le greffier.** À compter de (date d'entrée en vigueur des nouvelles règles), pour tous les dossiers qui ne font pas l'objet d'une gestion particulière, le greffier déclare le dossier en état quand tous les mémoires sont produits. Il en avise les parties par un écrit dont le modèle figure à l'annexe IV en y indiquant de plus le moment approximatif où l'appel sera entendu.

(2) **Défaut de la partie intimée.** Si la partie intimée fait défaut de produire son mémoire dans le délai imparti, le greffier peut, de sa propre initiative ou sur demande de la partie appelante, déclarer le dossier en état. Il en avise alors les parties par un écrit

Office of the Court within 15 days of the filing of the factums. It shall be on the form in Schedule III and bear the signature of the parties' counsel or of any party not represented by counsel. It shall indicate the name of the counsel responsible for the file.

**81. Certificate not obtained.** (1) If the appellant does not sign the certificate, the respondent may file a motion to place the case on the roll. The motion shall be accompanied by a certificate bearing the signature of the respondent and served on the opposing party.

(2) If the respondent does not sign the certificate or does not file a factum within the prescribed time limit, the appellant may, in the same manner, seek to have the case placed on the roll.

**82. Motion to place a case on the roll.** A motion to place a case on the role shall be presented before the Clerk. If the motion is uncontested, the attendance of the parties or their counsel is not required and the Clerk shall declare the case ready to be placed on the roll. If it is contested, the Clerk shall adjudicate the motion. This may be done by way of telephone conference.

### **Effect as of date of coming into force**

**83. (1) Declaration by the Clerk.** With effect as of (date of coming into force), the Clerk shall declare all cases not under special case management ready to be placed on the roll once all the factums have been filed. The Clerk shall notify the parties by written notice on the form in Schedule IV and, in addition, indicate the approximate date the appeal will be heard.

(2) **Failure of respondent to file.** Where the respondent fails to file a factum within the time prescribed, the Clerk may, *ex officio* or at the request of the appellant, declare the case ready to be placed on the roll. The Clerk shall then notify the parties by

dont le modèle figure à l'annexe IV.

**84. Renonciation à l'audition orale.** (1) De consentement les parties peuvent demander qu'un appel soit décidé sur la foi des mémoires, sans présentation orale. La Cour peut exiger que l'accusé y consente personnellement.

(2) **Avis.** Le greffier avise les parties de la date de la mise en délibéré de l'appel et de l'identité des juges qui ont pris charge du dossier.

(3) **Convocation.** Si la formation chargée de l'appel juge qu'une présentation orale est nécessaire, les parties sont informées que le délibéré est radié et l'appel est remis au rôle général.

## **PARTIE 12 - RÔLE D'AUDIENCE**

**85. Mise au rôle.** Le greffier dresse le rôle d'audience en respectant le plus possible la date de la mise en état des dossiers, sous réserve des priorités prévues par la loi ou accordées par le juge en chef.

**86. Cause fixée par préférence.** (1) La requête pour fixer un dossier par préférence doit être accompagnée d'un avis dont la date et l'heure de présentation auront été préalablement fixées par le greffier.

(2) Après signification, la requête doit être produite au greffe au moins deux jours juridiques francs avant sa présentation.

(3) La requête est présentée au juge en chef ou au juge que le juge en chef désigne.

**87. Temps alloué pour plaider.** Pour chaque cause, le greffier indique, sous la direction du juge en chef ou d'un juge que le juge en chef désigne, le temps alloué pour la plaidoirie de chacune des parties.

**88. Avis d'audition.** Au moins 30 jours

written notice on the form in Schedule IV.

**84. Waiver of oral hearing.** (1) If the parties consent, they may request that the appeal be decided on the basis of the factums and without an oral hearing. In such a case, the Court may require the personal consent of the accused.

(2) **Notice.** The Clerk shall notify the parties of the date on which the appeal is taken under advisement and of the names of the judges assigned to the case.

(3) **Notice to appear.** If the panel assigned to the appeal considers that oral argument is necessary, the parties shall be informed that the case is no longer under advisement and the appeal shall be returned to the general roll.

## **PART 12 - ROLL FOR HEARING**

**85. Placing on the roll.** The Clerk shall prepare the roll for hearing, observing to the extent possible the date of readiness of the cases, subject to the priorities prescribed by law or that the Chief Justice grants.

**86. Case heard by preference.** (1) A motion to have a case heard by preference shall be accompanied by a notice for which the Clerk has previously determined the date and time of presentation.

(2) After service, the motion shall be filed at the Office of the Court at least two clear juridical days before its presentation.

(3) The motion shall be presented before the Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates.

**87. Time allotted for argument.** Under the supervision of the Chief Justice or a Judge the Chief Justice designates, the Clerk shall indicate for each case the time each party is allotted for oral argument.

**88. Notice of hearing.** At least 30 days

avant l'ouverture de la session le greffier fait parvenir un exemplaire du rôle aux avocats des parties ou aux parties non représentées. En outre, un exemplaire est affiché au greffe et est disponible sur le site web de la Cour. Ces formalités valent avis de la date fixée pour l'audience.

89. **Les sources.** (1) Il est loisible à toute partie de produire un cahier de sources où les passages pertinents sont identifiés. L'impression recto verso est permise.

(2) Il est possible de produire un cahier de sources ne comprenant que les extraits pertinents en prenant soin toutefois de reproduire les pages qui les précèdent et les suivent immédiatement de même que la référence et le sommaire de la décision, le cas échéant.

(3) Le cahier de sources peut également être accompagné d'un cédérom ou autre support informatique comprenant le texte complet des sources.

(4) Les textes utilisés pour constituer le cahier de sources, en version intégrale ou abrégée, doivent être en format Word, lorsque disponible.

(5) Dans le cas des arrêts de la Cour suprême du Canada, le cahier de sources est constitué des arrêts, ou des extraits pertinents, publiés dans le *Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada* ou dans une base de données informatiques dont la numérotation des paragraphes est conforme à celle du *Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada*.

90. (1) **Délai de production.** Le cahier de sources doit être signifié à chacune des autres parties et produit en quatre exemplaires au greffe au moins 30 jours avant la date fixée pour l'audition de l'appel ou, dans le cas d'une requête, le plus tôt possible avant l'audition.

before the opening of the session, the Clerk shall send a copy of the roll to the parties' counsel or to any party not represented by counsel. In addition, a copy shall be posted at the Office of the Court and shall be available on the Court's web site. These formalities shall constitute notice of the date of hearing.

89. **Authorities.** (1) All parties may file a book of authorities, in which the relevant excerpts are highlighted. The pages of this book may be printed on both sides.

(2) The book of authorities may be limited to relevant excerpts only, in which case the pages immediately preceding and immediately following any excerpt shall also be included, as well as the citation and the headnote, if there is one.

(3) The book of authorities may also be accompanied by a CD-ROM or other computer format containing the complete text of the authorities.

(4) The texts used in a book of authorities, whether partial or complete, must be in Word format, when that format is available.

(5) When the book of authorities contains judgments or extracts of judgments rendered by the Supreme Court of Canada, such version must be that published in the Reports of the Supreme Court of Canada, or any computer based version that has the same paragraph numbering as the version published in the Reports of the Supreme Court of Canada.

90. (1) **Time limit for filing.** The book of authorities must be served on all the other parties and filed at the Office of the Court, in quadruplicate, at least 30 days before the date fixed for hearing of the appeal or, in the case of a motion, as early as possible before the hearing.

(2) Si la requête est destinée au juge ou au greffier, il suffit de produire le cahier de sources en un seul exemplaire.

### **PARTIE 13 - AUDIENCE DE LA COUR**

91. **Début.** (1) L'audience débute à 9 h 30 ou à toute autre heure fixée par la Cour.

(2) **Dispense.** La Cour peut dispenser les parties et leurs avocats d'être présents à l'ouverture de l'audience et les convoquer à une autre heure pour l'audition de l'appel.

92. **Ordre.** Les causes sont plaidées dans l'ordre du rôle à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

93. **Absence.** Faute par une partie de comparaître au jour et à l'heure fixés pour l'audience, la Cour peut n'entendre que les parties présentes et statuer sans entendre la partie absente, ou encore ajourner l'audience aux conditions indiquées.

94. **Radiation du rôle et ajournement.** Un juge de la Cour, à la demande d'une partie, ou le greffier, avec le consentement de toutes les parties, peut en tout temps radier une affaire du rôle et ajourner l'audience à une séance ultérieure.

### **PARTIE 14 - VISIOCONFÉRENCE**

95. **Requêtes et appels.** (1) Les requêtes adressées à la Cour ou au juge de même que les appels dont la date et l'heure de la présentation orale ont déjà été déterminées peuvent être entendus par visioconférence.

(2) **Demande.** Les parties présentent une demande écrite au greffier à Québec ou à Montréal. En cas d'urgence cette demande peut être faite par téléphone.

(2) If the motion is to be presented before a Judge or the Clerk, it is sufficient to file only one copy of the book of authorities.

### **PART 13 - SITTINGS OF THE COURT**

91. **Beginning.** (1) Sittings of the Court shall begin at 9:30 a.m. or at any other time the Court determines.

(2) **Attendance excused.** The Court may excuse the parties and their counsel from being present at the beginning of a sitting and convene them at a different time for the hearing of the appeal.

92. **Order.** Cases shall be pleaded in the order in which they appear on the roll, unless otherwise determined.

93. **Absence.** If a party fails to appear on the date and at the time established for the hearing, the Court may hear only the parties present and adjudicate the matter without hearing the absent party, or adjourn the hearing on the conditions deemed appropriate.

94. **Striking a case from the roll and adjournment.** A Judge of the Court, at the request of a party, or the Clerk, with the consent of all parties, may at any time strike a matter from the roll and adjourn the hearing to a later date.

### **PART 14 - VIDEOCONFERENCE**

95. **Motions and appeals.** (1) Motions before the Court or a Judge and appeals whose date and time of oral pleadings have already been determined may be heard by way of videoconference.

(2) **Request.** To that end, the parties shall submit a written request to the Clerk of the Court in Quebec or Montreal. In urgent circumstances, this request may be made by telephone.

(3) **Décision.** Après examen du dossier le juge qui doit présider la séance communique sa décision aux parties.

(4) **Démarche.** Il appartient aux parties et à leurs avocats de faire les démarches appropriées auprès des sociétés de téléphonie.

(5) **Mode de fonctionnement.** Les parties peuvent toutes plaider à partir de l'une ou l'autre des salles disponibles dans le territoire ou, encore, l'une ou l'autre d'entre elles peut plaider dans la salle d'audience où se trouve l'appareil récepteur et où siège la Cour ou le juge.

(6) L'accusé doit consentir personnellement et par écrit à cette visioconférence.

(7) **Tenue vestimentaire.** S'il s'agit d'une audience de la Cour, le port de la toge est obligatoire.

(8) **Frais.** Le loyer des salles et le coût des communications interurbaines sont à la charge de la partie ou des parties qui ont requis la visioconférence.

## **PARTIE 15 - DISPOSITIONS DIVERSES**

96. **Application des règles.** Les présentes règles s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à toutes les procédures portées devant la Cour et qui sont visées par l'article 482 du *Code criminel*.

97. **Application du Code de procédure civile.** Sauf en cas d'incompatibilité avec le *Code criminel* ou les présentes règles, les dispositions du *Code de procédure civile* s'appliquent aux appels en matière criminelle.

(3) **Decision.** After examining the record, the Judge who is to preside at the hearing shall inform the parties of the decision.

(4) **Preparation.** It is the responsibility of the parties and their counsel to make the necessary arrangements with the telephone service providers.

(5) **Procedure.** All parties to the case may plead from any video room available in the territory or any one party may plead in the courtroom where the receiving device is located and where the Judge or the Court is sitting.

(6) The accused must consent to the videoconference, personally and in writing.

(7) **Dress.** For hearings before the Court, a gown must be worn.

(8) **Fees.** The cost of renting the video facilities and long-distance fees shall be borne by the party or parties who have requested the videoconference.

## **PART 15 - MISCELLANEOUS PROVISIONS**

96. **Application of the Rules.** These Rules shall apply, *mutatis mutandis*, to all proceedings brought before the Court that are contemplated in section 482 of the *Criminal Code*.

97. **Application of the Code of Civil Procedure.** Save where incompatible with the *Criminal Code* or these Rules, the provisions of the *Code of Civil Procedure* shall apply to appeals in criminal matters.

**PARTIE 16 - DISPOSITIONS  
TRANSITOIRES**

98. Les règles applicables avant l'entrée en vigueur des présentes règles continuent de s'appliquer à toutes les instances pour lesquelles l'avis d'appel a été déposé avant l'entrée en vigueur des présentes règles. Les parties peuvent toutefois convenir de soumettre le pourvoi aux présentes règles.

99. **Entrée en vigueur.** Les présentes règles entrent en vigueur le (indiquer date d'entrée en vigueur)

**PART 16 - TRANSITIONAL PROVISIONS**

98. The Rules applicable before the coming into force of these Rules shall continue to apply to all proceedings for which the notice of appeal was filed before the date of the coming into force of these Rules. The parties may nevertheless agree to have their appeal be governed by these Rules.

99. **Coming into force.** These Rules shall come into force on (date of coming into force)